



Communiqué du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Pour arrêter le bras des bourreaux de la jeunesse, des femmes, des travailleurs d'Iran,

Les dirigeants des organisations syndicales issues du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU...), des organisations de jeunesse (UNEF) doivent agir sans délai :

Qu'ils appellent dans l'unité la plus large à une manifestation nationale massive devant l'ambassade d'Iran à Paris

Depuis deux mois, les tenants de la République islamique d'Iran ont engagé les manœuvres pour faire franchir un nouveau seuil à la terreur dirigée contre les jeunes, les femmes, les travailleurs qui se mobilisent pour en finir avec ce régime honni.

Le 6 novembre 2022, 227 « députés » (sur 290) du « Parlement » iranien publiaient une lettre ouverte appelant le pouvoir judiciaire à « *traiter comme les [terroristes] de Daech ceux qui ont fait la guerre [contre le régime islamique] (...) dans les délais les plus courts possible* ». Dès le lendemain, le chef du pouvoir judiciaire appelait les juges à « *agir fermement contre les manifestants et donc appliquer la peine de mort pour certains* » (*Libération-Checknews*, 15/11/2022).

Tous les tenants du régime, sous la férule du « Guide Suprême » Khamenei, font bloc autour des forces de répression (« Gardiens de la révolution », miliciens...), ceux qui ont déjà emprisonné plus de 15 000 manifestants depuis quatre mois, torturent, violent et assassinent des centaines d'entre eux. Conséquence immédiate de ce dispositif : « *toute personne arrêtée peut être accusée de n'importe quoi* ».

Depuis début décembre ont commencé les exécutions publiques de manifestants : les victimes potentielles se compteraient en dizaines. Derrière les accusations odieuses proférées par les laquais du régime, sans possibilité de défense pour les accusés, se cache une réalité : n'importe qui peut être exécuté pour le simple fait d'avoir manifesté contre la République islamique.

C'est intolérable. Et pourtant, à ce jour, cette boucherie se poursuit à huis-clos, dans un silence accablant.

Qui viendra en aide aux masses iraniennes ?

Au vu de la répression orchestrée par les tenants de la République islamique, même une ONG aussi « modérée » que la FIDH s'est permise d'appeler les « *gouvernements du monde entier* » à « *rappeler leurs ambassadeur-es et haut-es diplomate-s du pays* » (communiqué du 13/12/2022). Aucune des métropoles impérialistes n'a agi dans ce sens - l'agence de presse officielle du régime iranien (Isna) ne néglige pas de s'en vanter, qui continue de faire état des tractations commerciales en coulisse - et pour cause : entre la mobilisation des masses iraniennes et la République islamique, Washington, Paris et Londres préféreront toujours cette dernière.

En 1979, c'est avec l'aide de Giscard d'Estaing que l'« ayatollah » Khomeini était dépêché à Téhéran pour saigner la révolution iranienne, « coupable » d'avoir renversé le Shah. En 2022, Macron s'est distingué en allant rencontrer le président iranien le 21 septembre, 5 jours après l'enterrement de Mahsa Amini, puis en interdisant et en réprimant la première manifestation organisée par la communauté iranienne contre l'ambassade d'Iran à Paris !
.../...

.../...

Quant aux « sanctions » imposées à l'Iran par l'impérialisme américain en particulier, les premières victimes en sont les masses iraniennes, sur qui les tenants du régime font porter tout le poids de la récession.

Alors, dans l'urgence, il faut prendre toutes les initiatives possibles (appels, délégations...) pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales issues du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU), des organisations de jeunesse (UNEF...), des organisations ouvrières et démocratiques **d'appeler sans délai à une manifestation massive à l'ambassade d'Iran, à Paris, pour exiger :**

- **Halte aux exécutions de manifestants ! Libération immédiate de tous les manifestants emprisonnés !**

- **Pour le droit de manifester et les libertés démocratiques, à commencer par la suppression des discriminations à l'encontre des femmes !**



Prenez contact !

A.E.P.S.

e-mail : socialisme@free.fr

Site web : <http://socialisme.free.fr>